

GÉRALD DARMANIN A RENCONTRÉ, À ALÈS, LES FORCES DE L'ORDRE ET LES ÉLUS

Dans le cadre du 4^e déplacement pour le Beauvau de la Sécurité, le ministre de l'Intérieur a échangé avec les agents de police et de gendarmerie sur les problématiques qu'ils rencontrent au quotidien. Les élus locaux ont également apporté leur pierre à l'édifice dans la lutte contre la criminalité dans le Gard, un des départements les plus impactés de France.

Le 4^e déplacement de Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, dans le cadre du Beauvau de la Sécurité, s'est tenu dans les locaux du commissariat d'Alès le 1^{er} mars. Accueilli par les élus Grand-Alésiens, le ministre poursuit donc son travail de terrain auprès des forces de l'ordre françaises. Le 1^{er} mars à Nîmes et Alès, Gérard Darmanin a annoncé la venue de quatorze agents pour la préfecture gardoise et passé en revue les trois nouvelles recrues du commissariat alésien, ainsi que quatre étudiants en Bac Pro. La venue du ministre a donné lieu à une table ronde avec les élus et les forces de l'ordre durant deux heures.

Des moyens humains toujours insuffisants sur Alès

« Nous avons pu échanger avec le ministre des problèmes spécifiques à Alès et Saint-Christol-lez-Alès, mais force est de constater que les effectifs sont encore trop réduits sur notre arrondissement », a indiqué en fin de rencontre Christophe Rivenq, premier adjoint au maire d'Alès et président d'Alès Agglomération.

Didier Lauga, préfet du Gard, a rappelé que le département était l'un des plus criminalisés et des plus radicalisés de France. De fait, les efforts réalisés sur Nîmes ne risquent-ils pas de déplacer une partie de la criminalité sur Alès ?

« Avec une seule équipe de Police nationale pour les nuits et les week-ends à Alès, ce n'est pas suffisant. Il faut doubler les effectifs. Le secteur s'étend sur plus de 15 km, les policiers ne peuvent pas être à deux endroits en même temps, a soutenu Christophe Rivenq. J'ai pour ma part soulevé la question plus globale de la chaîne pénale : non seulement en matière de sécurité mais du traitement apporté par les tribunaux. Les délinquants arrêtés doivent être jugés et les peines doivent être appliquées. À Alès, si le tribunal n'est pas menacé de fermeture, il est fragilisé et en manque d'effectifs. »

Le tribunal d'Alès en sous-effectif également

Trois magistrats à Alès, un demi-poste au parquet et un au siège seraient manquants selon le président d'Alès Agglomération. Gérard Darmanin a indiqué aux élus alésiens que la Ville ne serait pas écartée des décisions.

Le Beauvau de la Sécurité, lancé par le président Emmanuel Macron le 8 décembre 2020, a ouvert une série de discussions et de tables rondes avec un programme de 20 déplacements du ministre de l'Intérieur dans les territoires. Ces rencontres avec les forces de police doivent permettre de moderniser la politique publique de sécurité au bénéfice des policiers et des gendarmes.

Le 1^{er} mars, à Alès, les agents de police gardois ont fait remonter nombre de problématiques liées au quotidien des policiers : effectifs, équipements, moyens technologiques, formation, temps de travail, ...

Au final, au-delà des promesses et annonces de chiffres, les agents des forces de l'ordre comme les élus locaux espèrent des actes et des moyens.

Gérald Darmanin a rencontré les forces de l'ordre municipales et visité le commissariat d'Alès.

Le ministre a passé en revue les trois nouvelles recrues du commissariat alésien et les quatre étudiants en Bac Pro.

Durant deux heures, une table ronde autour des problématiques des forces de l'ordre et des élus locaux a eu lieu au commissariat.